



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83097 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURE DE CARBURANT PAR CARTES ACCREDITIVES ET PRESTATIONS ASSOCIEES
POUR LES BESOINS DU PARC AUTOMOBILE GERE PAR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Appel d'Offre Ouvert passé en application des articles R2124-1, R2124-2-1°, R2162-2 et R2162-3
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 15 feuillets numérotés de 1 à 15

Table des matières

CHAPITRE - I - GÉNÉRALITÉS	3
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	4
CHAPITRE - II - PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES	5
ARTICLE 4 – PRIX	5
ARTICLE 5 - REGLEMENT	5
5.1 RÉGLEMENT PROVISOIRE	5
5.2 REGLEMENT DÉFINITIF	5
5.3 CLAUSE DE BUTOIR	6
ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION	6
6.1 DISPOSITIONS GENERALES	6
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES	7
ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 8 – AVANCE	7
CHAPITRE –III – EXÉCUTION DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 10 – DURÉE DU MARCHÉ	9
ARTICLE 11 – QUALITÉ DES FOURNITURES	9
ARTICLE 12 – MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS	9
12.1 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	9
12.2 HABILITATION	9
12.3 MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
ARTICLE 13 – GARANTIE	10
ARTICLE 14 – PENALITES	10
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	10
CHAPITRE – IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 16 – CONTROLES TECHNIQUES	11
CHAPITRE – IV – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE / LITIGES	12
ARTICLE 17 – RESILIATION	12
17.1 RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	12
17.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	12
ARTICLE 18 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 19 – LITIGES	12
ARTICLE 20 – DISPOSITIONS DIVERSES	12
20.1 NON VALIDITE PARTIELLE	12
20.2 REFERENCE	12
20.3 ANNEXES AU MARCHÉ	12
20.4 LANGUE	13
20.5 NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE	13
20.6 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	13
ARTICLE 21 – CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT	13
ARTICLE 22 – EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHÉ	13
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	13
ANNEXE N°1	14

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet la fourniture de carburant par cartes accréditives et prestations associées pour les besoins du parc automobile géré par la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au CCTP.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

La consultation est constituée d'un lot unique

1.3 MONTANT DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre s'exécutera par l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans la limite des montants suivants sur la durée du marché :

- Montant minimum en € HT : sans.
- Montant maximum en € HT : 300 000 € HT

Les marchés subséquents et les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ses annexes,
2. Les barèmes de prix de vente, édités par le titulaire successivement au cours de l'exécution du marché, qu'il consent à l'ensemble de sa clientèle,
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var,
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS), applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvés par arrêté du 30 mars 2021
6. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents
7. Les bons de commande
8. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre initiale ou dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après réception de la notification du présent marché.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du VAR chaque année pendant la durée du marché. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 – PRIX

Le présent marché est traité à prix unitaire. En conséquence, les fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre sont réglées par application aux quantités délivrées, du prix au litre du barème du titulaire le jour de la fourniture, diminué du montant de remise consentie et mentionné dans l'acte d'engagement.

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent marché.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

ARTICLE 5 - REGLEMENT

5.1 RÉGLEMENT PROVISOIRE

Pour chaque livraison, le prix payé au titulaire, à titre provisoire, est le prix ajusté, c'est-à-dire le prix du barème en vigueur le jour de la commande, diminué du montant de la remise consentie figurant dans l'acte d'engagement.

5.2 RÉGLEMENT DÉFINITIF

Pour le règlement définitif, il sera appliqué une clause de butoir destinée à limiter, par référence à un indice indiqué à l'article 5.3 ci-après, l'évolution des prix telle qu'elle résulterait de la simple application du barème du titulaire. Le prix de règlement final sera alors le plus faible des deux prix résultant respectivement de l'application du barème et du terme de comparaison retenu.

5.3 CLAUSE DE BUTOIR

Le calcul de la clause de butoir sera effectué trimestriellement et en fin de marché, afin de comparer, d'une part, l'évolution des prix pratiqués par le titulaire du marché pour chaque mois de livraison, soit la moyenne pondérée des différents barèmes édités par le titulaire au cours du mois considéré, diminuée de la remise consentie, d'autre part, l'évolution des indices INSEE des prix à la production de l'industrie et des services aux entreprises soit :

- gazole pour moteur diesel indice 001764283
- super sans plomb 98 indice 001764284
- super sans plomb 95 indice 001764285

La valeur initiale de l'indice INSEE correspondante à celle publiée **pour le mois de décembre 2024**. Cette valeur sera affectée à l'indice du prix initial I_0 utilisé dans la formule de calcul de la clause de butoir détaillée au présent article.

La mise en jeu de la clause de butoir consiste à calculer, pour chacun des mois considérés, la moyenne pondérée *pro rata temporis* des prix ajustés (*prorata du nombre de jours d'application des différents barèmes édités par le titulaire au cours du mois considéré*). Ainsi dès que l'indice applicable au dernier mois de livraison de la période sera connu, la différence entre la somme des montants facturés lors de chaque livraison et le montant de règlement définitif fera l'objet d'une régularisation calculée comme suit :

- calcul de $K_n = M_n / M_0$ K_n est le rapport de la moyenne mensuelle pondérée *pro rata temporis** des prix ajustés pour le mois de livraison M_n et pour le mois d'établissement du prix initial M_0 (**mois de décembre 2024**).
- calcul de $K'_n = I_n / I_0$ K'_n est le rapport des valeurs de l'indice INSEE de la fourniture concernée pour le mois de livraison I_n et pour le mois d'établissement du prix initial I_0 (**mois de décembre 2024**).
- calcul de $r = \frac{K_n}{K'_n}$

Si r est inférieur à 1, le prix de règlement définitif sera le prix ajusté de cette livraison.

Si r est supérieur à 1, le prix de règlement définitif de cette livraison sera égal au prix ajusté ayant servi au règlement provisoire, multiplié par le rapport suivant :

$$\frac{K'_n}{K_n}$$

- Un exemple chiffré de mise en œuvre de la clause de butoir est joint en annexe 1 au présent CCAP.

Le titulaire devra fournir à la CCI du Var, sur simple demande, son barème des prix publics dans un délai de 15 jours à échéance de chaque fin de mois.

ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION

6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes et/ou dans les marchés subséquents.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.
Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le titulaire remettra à la fin de chaque mois une facture récapitulant l'ensemble des approvisionnements effectués au moyen des cartes magnétiques. Celle-ci devra obligatoirement mentionner, les informations suivantes pour chaque carte :

- 1 La référence ou le numéro de la carte utilisée
- 2 Le code conducteur
- 3 L'intitulé permettant d'identifier le véhicule
- 4 Le kilométrage
- 5 Les date heure et lieu de l'approvisionnement
- 6 Le type et la quantité de carburant délivré
- 7 Les prestations annexes éventuelles
- 8 Le prix net

ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 8 – AVANCE

L'option A s'applique.

Conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de carburant par cartes accréditives et prestations associées pour les besoins du parc automobile géré par CCI la Var .

ARTICLE 10 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché pour une durée de 4 ans ferme.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

ARTICLE 11 – QUALITÉ DES FOURNITURES

Les fournitures et prestations doivent être conformes aux stipulations du marché et aux prescriptions des normes officielles homologuées en vigueur au cours de l'exécution du marché, et en particulier :

Le gazole devra être conforme à la norme **NF EN 590**, qui constitue la référence actuelle pour le gazole utilisé dans les transports routiers et non routiers. Cette norme intègre les exigences environnementales et techniques en vigueur et s'appuie sur les arrêtés applicables.

L'essence sans plomb devra respecter la norme **NF EN 228**, toujours en vigueur, qui définit les spécifications de qualité et de sécurité pour ce type de carburant.

Pour les caractéristiques antidétonantes, les mesures devront être effectuées selon :

- La méthode « moteur », conforme à la norme **NF EN ISO 5163:2014**.
- La méthode « recherche », conforme à la norme **NF EN ISO 5164:2014**.

ARTICLE 12 – MODALITÉ DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS

12.1 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Les commandes seront ordonnées au fur et à mesure des besoins par la mise en œuvre des cartes accréditives habilitées, dans toutes les stations-services du réseau du titulaire. La validation d'une commande résulte de la saisie d'un code confidentiel identifiant la carte et le conducteur du véhicule qui lui est identifié par l'intitulé permettant d'identifier le véhicule.

12.2 HABILITATION

La liste des véhicules et leur identifiant sera notifiée au titulaire en même temps que le présent marché. Celle-ci n'étant pas exhaustive, elle pourra faire l'objet de modifications (ajout, suppression ou changement d'identifiant...) en cours de marché. Le titulaire sera avisé des modifications éventuelles qui pourraient y être apportées par ordre de service adressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces modifications prendront effet à compter du lendemain de la réception dudit ordre de service par le titulaire.

12.3 MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent marché seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et les délais de réalisation. Elle se fera par tout moyen, courrier, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation du marché. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations

spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande précisent la nature des prestations, les quantités, les délais et le lieu d'exécution.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toutefois, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 13 – GARANTIE

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci dégage la CCI du Var, sauf faute de cette dernière, de toute responsabilité à raison des dommages subis par celles-ci du fait de toute autre cause que les explosions atomiques ou la radioactivité artificielle.

Cette disposition s'applique jusqu'à l'admission des fournitures.

Le titulaire garantit aussi la CCI du Var contre les sinistres ayant leur origine dans les fournitures qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ces fournitures sont utilisées, y compris le recours des voisins.

ARTICLE 14 – PENALITES

En cas de retard dans la remise de la carte accréditive, il sera appliqué, de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **50 € HT par jour calendaire de retard**.

ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

ARTICLE 16 – CONTROLES TECHNIQUES

En cas de panne de véhicule ou de dysfonctionnement consécutif à la prise de carburants , dans le cadre du présent marché, dans les stations-services agréées par le titulaire, la CCI du Var se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur les caractéristiques et la qualité du carburant fournis par le titulaire.

Si ces contrôles sont réalisés par le titulaire, les frais seront remboursés par la CCI du Var, sur présentation des justificatifs de dépenses. Si les contrôles sont effectués par un tiers, le paiement sera directement effectué par la CCI du Var.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du C.C.A.G-FCS, si les résultats des contrôles révèlent que les produits pétroliers ne sont pas conformes aux normes en vigueur, telles que définies par les textes officiels, les frais des contrôles seront à la charge du titulaire.

Dans l'éventualité où les produits pétroliers ne seraient pas conformes aux normes en vigueur, le titulaire sera tenu de prendre en charge la totalité des frais nécessaires à la remise en état des véhicules concernés, sans pouvoir se soustraire à cette responsabilité.

ARTICLE 17 – RESILIATION

17.1 RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

17.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **3 %**.

ARTICLE 18 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 19 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 20 – DISPOSITIONS DIVERSES

20.1 NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

20.2 REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

20.3 ANNEXES AU MARCHE

Les annexes au marché en font partie intégrante.

20.4 LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

20.5 NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera conformément aux dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

20.6 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 21 – CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent accord-cadre.

Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

ARTICLE 22 – EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent marché des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement du marché.

ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG FCS. A titre non limitatif, les dérogations au CCAG FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles	CCAP	CCAG FCS
Pièces contractuelles	art. 2	art. 4.1
Responsabilités et assurances	art. 3	art. 9
Pénalités	art. 14	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	art.17.2	art. 42
Dérogations	art.23	art. 1.2

ANNEXE N°1

AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Exemple d'application chiffré de la clause de butoir

Données de base

Les exemples chiffrés ci-après concernent un marché de fourniture de gazole conclu à prix ajustable par référence aux barèmes hors T.V.A. que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

Le prix de règlement hors T.V.A. de 49,690 euros par hectolitre figurant au marché résulte de l'application d'un rabais de 0,762 euros par hectolitre au prix résultant de la moyenne pro rata temporis des barèmes du titulaire en vigueur en novembre 2001, mois précédent la remise de l'offre.

Une première livraison est effectuée le 7 janvier 2002, une deuxième livraison le 20 mars 2002.

Les barèmes du titulaire pour les mois de novembre 2001, janvier et mars 2002 sont les suivants :

- mois de novembre 2001

- du 1 ^{er} au 14 novembre, soit	14 jours	51,727 €/hl
- du 15 au 30 novembre, soit	16 jours	49,336 €/hl

- mois de janvier 2002

- du 1 ^{er} au 17 janvier, soit	17 jours	51,785 €/hl
- du 18 au 31 janvier, soit	14 jours	49,392 €/hl

- mois de mars 2002

- du 1 ^{er} au 6 mars, soit	6 jours	45,120 €/hl
- du 7 au 11 mars, soit	5 jours	50,483 €/hl
- du 12 au 18 mars, soit	7 jours	48,125 €/hl
- du 19 au 31 mars, soit	13 jours	51,114 €/hl

Les valeurs de l'indice « gazole », publié par l'I.N.S.E.E. pour les mois correspondants sont les suivants :

mois de septembre 2001*	I_0	= 87,4
mois de janvier 2002	I_1	= 87,5
mois de mars 2002	I_3	= 90,9

* Indice connu et publié à la date de remise de l'offre

Les prix ajustés payés lors de chaque livraison sont les suivants :

livraison du 7 janvier 2002	$51,785 \text{ €/hl} - 0,762 \text{ €/hl} = 51,023 \text{ €/hl}$
livraison du 20 mars 2002	$51,114 \text{ €/hl} - 0,762 \text{ €/hl} = 50,352 \text{ €/hl}$

Application de la clause de butoir

La mise en jeu de la clause de butoir conduit à calculer, pour chacun des mois considérés, la moyenne pondérée *pro rata temporis* des prix ajustés :

- moyenne du mois de novembre 2001

$$A_0 = \frac{(51,727 - 0,762)14 + (49,336 - 0,762)16}{30} = 49,690 \text{ euros/hl}$$

- moyenne du mois de janvier 2002

$$A_1 = \frac{(51,785 - 0,762)17 + (49,392 - 0,762)14}{31} = 49,942 \text{ euros/hl}$$

- moyenne du mois de mars 2002

$$A_3 = \frac{(45,120 - 0,762)6 + (50,483 - 0,762)5 + (48,125 - 0,762)7 + (51,114 - 0,762)13}{31} = 48,415 \text{ euros/hl}$$

Cas de la livraison du 7 janvier 2002

Si K_m représente le coefficient de variation de la moyenne mensuelle des prix ajustés entre le mois d'établissement du prix et le mois de livraison et K'_m celui de la variation de l'indice I.N.S.E.E. entre les mêmes mois, les valeurs de K et K' sont les suivantes :

$$K_1 = A_1 / A_0 = \frac{49,942}{49,690} = 1,005$$

$$K'_1 = I_1 / I_0 = \frac{87,5}{87,4} = 1,001$$

$r = K_1 / K'_1 \frac{1,005}{1,001} = 1,003$ étant supérieur à 1, le prix de règlement pour cette livraison est obtenu en corrigeant le prix ajusté de 51,023 €/hl déjà payé par le rapport K'_1 / K_1 soit :

$$51,023 \times \frac{1,001}{1,005} = 50,818$$

La différence de 0,205 €/hl (51,023 – 50,818) à reverser par le titulaire sera imputée sur le règlement de la dernière livraison du marché.

Cas de la livraison du 20 mars 2002

Les valeurs de K et K' sont les suivantes :

$$K_3 = A_3 / A_0 = \frac{48,415}{49,690} = 0,974$$

$$K'_3 = I_3 / I_0 = \frac{90,9}{87,4} = 1,040$$

$r = K_1 / K'_1 \frac{0,974}{1,040} = 0,936$ étant inférieur à 1, le prix ajusté de 50,352 €/hl déjà payé devient le prix de règlement pour cette livraison.